

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 10/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SODI**

ZICAB 300, rue Jean Perrin  
59930 La Chapelle-d'Armentières

Références :

Code AIOT : 0007000685

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2023 dans l'établissement SODI implanté ZICAB 300, rue Jean Perrin 59930 La Chapelle-d'Armentières. L'inspection a été annoncée le 15/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018. Conformément aux dispositions de l'article R515-70 du code de l'environnement, les conditions d'autorisation d'exploiter des installations visées par les rubriques IED ainsi que les équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution doivent être réexaminées et, au besoin, actualisées dans un délai de 4 ans à compter de la publication des conclusions MTD relevant de la rubrique principale. Compte tenu de la date de publication de la décision d'exécution (UE) 2018/1147, le 17

août 2018, l'échéance de mise en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets était le 17 août 2022. L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, qualifié dans le présent rapport "AM MTD WT", fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2018/1147 précitée. La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel MTD WT du 17/12/2019.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SODI
- ZICAB 300, rue Jean Perrin 59930 La Chapelle-d'Armentières
- Code AIOT : 0007000685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Autorisée depuis 1998, la société exerce ses activités de collecte de déchets sous couvert de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2004. L'activité initiale consistait à vidanger essentiellement des fosses septiques et les fosses toutes eaux des particuliers et des entreprises. Le site est rattaché au groupe SARP, filiale de VEOLIA. A noter que SARP s'est agrandi en 2021 avec l'acquisition de la filiale OSIS de SUEZ. Le site de la Chapelle d'Armentières a changé de numéro SIRET en avril 2023 et pris le nom de SODI.

Aujourd'hui, l'entreprise est toujours spécialisée dans cette activité mais aussi dans le curage et l'enlèvement de déchets solides, liquides et pâteux de type urbain et industriel. Les activités réalisées sur le site en fonction de la nature et de la destination des déchets collectés sont :

- le regroupement des émulsions eau – hydrocarbures ;
- le transit de déchets conditionnés en fûts ;
- le prétraitement par centrifugation de déchets pâteux ;
- le prétraitement par décantation de boues de curage ;
- le stockage de déchets (boues de traitement).

Les installations de transit, regroupement et prétraitement de déchets ont été autorisées par arrêté préfectoral du 10/06/1998. Dans le cadre d'un projet d'extension des activités, l'arrêté du 15/11/2004 encadre désormais les activités du site.

Cet arrêté est complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/06/2016 qui acte la mise à jour du classement des activités de l'établissement.

L'établissement est visé par la directive IED pour ses activités relatives aux rubriques :

- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte ;
- 3510 : Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : traitement physico-chimique (200t/j).

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action Régionale BREF WT sur le contrôle du respect de l'AM MTD WT du 17/12/2019
- Action Nationale 2023 – Traçabilité déchets (Trackdéchets)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2	/	Sans objet
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)	/	Sans objet
3	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)	/	Sans objet
4	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c )	/	Sans objet
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)	/	Sans objet
6	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	/	Sans objet
7	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (f)	/	Sans objet
8	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)	/	Sans objet
9	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1	/	Sans objet
10	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	MTD Traitement Physico-chimique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4	/	Sans objet
12	MTD Traitement de déchets liquides	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.5	/	Sans objet
13	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-45	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant les enjeux et compte tenu des constats de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées ne propose pas de suites à Monsieur le Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : MTD Générique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;</li> <li>b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;</li> </ol> </li> <li>2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;</li> <li>b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;</li> <li>c) Les données relatives à la biodégradabilité ;</li> </ol> </li> <li>3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;</li> <li>b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;</li> <li>c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;</li> <li>d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.</li> </ol> </li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur la MTD3 reprise au III de l'annexe 2 de l'AM MTD WT uniquement sur les rejets aqueux : « Il n'y a pas d'effluents aqueux issus des opérations de pré-traitement des déchets qui sont envoyés vers le milieu naturel ».</p> <p>Préalablement à l'inspection, en réponse à la demande de transmission de l'inventaire des flux d'effluents par l'inspection, l'exploitant a transmis, par mail du 29 juin, un support de présentation de l'établissement.</p> <p>Ce support comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une présentation du groupe SARP qui s'est agrandi avec le rapprochement des entités d'OSIS de SUEZ en 2021,</li> <li>- une présentation du site SODI-OSIS de la Chapelle d'Armentières, devenu SODI en avril 2023 (accompagné du changement de numéro SIRET),</li> <li>- les schémas de principe des installations de prétraitement, des déchets dangereux d'une part, et des déchets non dangereux d'autre part, sur le site SODI à la Chapelle d'Armentières.</li> </ul> <p>L'exploitant précise que la plateforme de La Chapelle d'Armentières est un outil de petite dimension qui ne réalise pas de traitement in situ, tout ce qui y rentre en ressort vers des filières externes.</p> <p>La plateforme ne dispose pas d'unité de traitement générant des rejets de flux d'effluents aqueux dans le milieu ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.</p>

La plateforme SODI de La Chapelle d'Armentières réalise exclusivement des opérations de tri, transit, regroupement, et de prétraitement.

Elle dispose d'une unité de prétraitement par centrifugation pour la séparation de phases Liquide et pâteuse.

Les nouvelles MTD ont amenées l'exploitant à explorer la nature et le contrôle en sortie de l'extraction atmosphérique du bâtiment, ce que l'arrêté préfectoral ne prescrit pas. L'exploitant a mis en place en conséquence des analyses avec l'entreprise DEKRA suivant l'inventaire des prescriptions.

La plateforme de La Chapelle d'Armentières réceptionne des flux de déchets dangereux et non dangereux selon les conditions d'admission prévues les arrêtés préfectoraux du site.

Les déchets non dangereux réceptionnés sont principalement des graisses alimentaires issues des prestations d'entretien de bacs dégraisseurs, des boues ou sables de curage, des résines échangeuses d'ions rebutées issues de prestations de nettoyage industriel, de la collecte d'effluents de nettoyage ou de process industriels.

Les déchets dangereux réceptionnés sont principalement des déchets hydrocarburés issus de prestations d'entretien de décanteurs et de séparateurs hydrocarbures, de nettoyage dégazage de cuve à fuel, de la collecte d'effluents de nettoyage ou de process industriels.\*

Le positionnement de l'exploitant dans son dossier de réexamen (MTD3), la présentation transmise le 29 juin, la réponse de l'exploitant ainsi que les précisions informelles apportées par l'exploitant répondent partiellement aux attendus de l'inventaire des flux d'effluents gazeux et aqueux prévus au III de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT.

Le support transmis le 29 juin a été actualisé à la suite de l'inspection, avec une partie intitulée "Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux » qui vise à répondre à chaque alinéa du III de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT.

#### **Observations :**

**Observation PC101 :** L'inventaire est un document qui doit être maintenu à jour par l'exploitant. Il convient donc d'établir un document reprenant les éléments indiqués dans la présentation transmise le 18 juillet 2023 page 9 à 28, document qui a vocation à être actualisé au fur et à mesure des modifications de l'installation.

**Observation PC102 :** L'exploitant complètera l'inventaire des flux d'effluents transmis le 18 juillet 2023 en explicitant le positionnement donné dans le dossier de réexamen sur la gestion des eaux industrielles (« *Les déchets aqueux générés par les process de pré-traitement sont envoyés vers des filières d'élimination ou de valorisation. Les eaux de lavage des sols et des véhicules sont récupérées dans les cuves de stockage et envoyés vers des filières d'élimination ou de valorisation. Il n'y a donc pas d'effluents aqueux issus des opérations de pré-traitement des déchets qui sont envoyés vers le milieu naturel.* »)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>N° 2 : MTD Générique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur le e) de la MTD2 reprise au I.a de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT en précisant que les déchets dangereux et les déchets non dangereux sont stockés et collectés séparément.</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté la procédure d'acceptation d'un déchet sur la plateforme dans sa version V1 d'août 2019.</p> <p>A chaque admission, une fiche de réception est éditée. Elle est remplie manuellement dans un premier temps notamment avec la précision de l'aspect du déchet ainsi que la référence du certificat d'acceptation du déchets établi en préalable en vue de l'admission du déchet concernée et cela sur la base d'une fiche d'information préalable renseignée par le producteur.</p> <p>Le contenu de la fiche de réception est saisi dans un second temps sur un outil électronique interne.</p> <p>Cette fiche comporte notamment un champ dédié à l'information de la zone de dépotage autorisée adaptée à la nature du déchet (déchet dangereux ou bien déchet non dangereux) après contrôle à la réception de la conformité du déchet avec le type de déchet annoncé dans la fiche d'information préalable associée.</p> <p>La visite du site a permis de constater l'implantation des fosses 1 et 2 dédiées à la réception des déchets dangereux bien séparées de la fosse 3 dédiée à la réception des déchets non dangereux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>N° 3 : MTD Générique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compatibilité des déchets avant de les mélanger
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur le f) de la MTD2 reprise au I.b de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT en précisant qu'une analyse de la compatibilité du déchet avec le batch de dépotage est réalisée au laboratoire sur un échantillon afin de vérifier l'absence d'émissions gazeuses ou de réaction exothermique.</p> <p>A chaque admission, une fiche de réception est éditée. Elle remplit manuellement dans un premier temps. Puis son contenu est saisi dans un second temps sur un outil électronique interne.</p> <p>Cette fiche comporte notamment un champ dédié au renseignement des critères d'acceptabilité suivants, vérifiés pour les flux entrant en vue d'une séparation par décantation ou centrifugation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aspect (liquide, pâteux ou solide),</li> <li>• Couleur-Odeur (fible, modérée, forte),</li> <li>• pH,</li> <li>• Point EclairPCB, le cas échéant.</li> </ul> <p>Ce champ de la fiche conclut sur la compatibilité avec le batch de dépotage concerné et explicite dans un champ dédié la zone de dépotage autorisée à la réception après réalisation des analyses de conformité aux critères précités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 4 : MTD Générique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c )
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri des déchets solides entrants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;</li> <li>- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;</li> <li>- la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ;</li> <li>- la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;</li> <li>- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur le g) de la MTD2 reprise au I.c de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT en précisant que cette MTD n'était pas applicable au site dans la mesure où les déchets entrants sont liquides ou pâteux (boues).</p> <p>Pour ce qui concerne la gestion des déchets dangereux, la visite a permis de constater une étape préalable de tri des indésirables solides présents dans les boues par une première étape de dégrillage lors du dépotage en fosse 1.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 5 : MTD Générique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Optimisation des lieux de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ;</li> <li>- lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur le a) de la MTD4 reprise au I.d de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT en précisant que cette MTD n'était pas applicable au site dans la mesure où l'installation est une installation existante.</p> <p>L'exploitant ajoute que toutes les surfaces du site sont étanchéifiées, les installations de stockage et de dépotage sont sur rétention, les cuves et fosses de stockage de déchets sont localisées à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>Les paragraphes 1.3, 4.3 et 4.4 du rapport de base explicite l'implantation du site :</p> <p>§ 1.3 : Les communes les plus proches du site sont à 800m au Sud-Ouest (Bois Grenier), et 2 km à l'Est Ennetières-en-Weppes.</p> <p>La principale infrastructure routière présente à proximité du site est l'A25 en limite nord du site. Les premières habitations sont localisées à environ 400 m du site.</p> <p>§ 4.3 Les eaux de surface les plus proches sont : la Lys (à 400 m au Nord-Ouest du site), la Becque du paradis (à 200 m à l'Est du site), le Courant du Pont Bertin (à 550 m à l'Ouest du site).</p> <p>§4.4 Le site n'est pas implantée sur une ZNIEFF (Zone d'intérêt écologique, faunistique et floristique, la plus proche est à environ 4,2 km du site : ZNIEFF type 1 n°310013309 « Prairies inondables d'Erquinghem-Lys »), ni une zone Natura 2000, ni une ZICO (Zone d'importance pour la conservation des oiseaux).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 6 : MTD Générique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;</li> <li>- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;</li> <li>- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur le b) de la MTD4 reprise au I.e de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT en précisant que</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les livraisons de déchets sont planifiées de manière à garantir que les déchets entrants puissent être reçus.</li> <li>- Le stockage est suivi via un tableau présent dans le bâtiment mis à jour dès réception ou expédition de déchets.</li> <li>- Le niveau de stockage de l'ensemble des cuves est retranscrit sur un tableau digital avec alarme au-delà de 100% (par sonde).</li> <li>- L'exploitant a mis en place des rondes hebdomadaires de relevé des stocks permettant de vérifier le non dépassement des limites autorisées.</li> <li>- Le temps de séjour est suivi au regard des registres entrée/sortie, relevé des stocks et ronde hebdomadaire avec la contrainte du fait que si les déchets ne sortent pas rapidement, il n'est pas possible d'en réceptionner de nouveaux.</li> </ul> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le registre des rondes hebdomadaires de relevé des stocks permettant de vérifier le non dépassement des limites autorisées.</p> <p>La fiche relative à la ronde hebdomadaire réalisée le 27 juin a été consultée.</p> <p>Cette fiche dispose d'un champ dédié à l'état des stock. Les zones de stockage y sont listées. Pour chaque unité de stockage est associée la capacité maximale, ainsi que le taux de remplissage de l'unité de stockage.</p> <p>L'exploitant a également présenté l'état des stocks réalisé de manière mensuelle dans le cadre de la gestion des provisions. Cet état des stock est un tableau qui liste l'ensemble des unités de stockage du site (une ligne par unité). Pour chaque unité sont notamment associées des informations sur le contenu stocké, le volume (capacité maximale) de l'unité, son taux de remplissage (Pourcentage).</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a pu constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le tableau présent dans le bâtiment renseigné manuellement (tableau de type ardoise, renseigné au feutre effaçable). Ce tableau recense les cuves 1 à 16, les citernes 1 à 6 et dispose de 6 champs libres « Autres à préciser ». Le jour de l'inspection 5 champs libres étaient renseignés avec la précision de l'unité de stockage (Containers 31 et 32, Semi 2236, Benne 3 et 50) ;</li> <li>- le tableau digital rendant compte du taux de remplissage des cuves 1, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11,12, et 13. Le jour de l'inspection l'affichage relatif au cuves 2 et 3 était masqué. L'exploitant a également expliqué l'affichage 123 % associé au taux de remplissage de la cuve 8 par le fait que la sonde de la cuve 8 est défectueuse.</li> </ul>

**Observations :**

**Observation PC6O1 :** L'inspection des installations classées demande d'explicitier le terme Alvéole de la fiche de ronde a minima en identifiant son implantation sur le plan du site repris dans l'inventaire des flux d'effluents, et en explicitant la nature des déchets stockés dans l'inventaire des flux d'effluents.

**Observation PC6O2 :** L'exploitant précisera les modalités de mesure du taux de remplissage des cuves 2, 3, 14, 15 et 16 qui n'étaient pas reprises sur le tableau digital le 30 juin 2023.

**Observation PC6O3 :** L'exploitant rendra compte de la réfection de la sonde défaillante sur la cuve 8 (Bon de commande d'intervention ou PV d'intervention confirmant la remise en service effective de la sonde).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>N° 7 : MTD Générique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (f)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déroulement du stockage en toute sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Comprend notamment les techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués ;</li> <li>- les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes ;</li> <li>- les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur le c) de la MTD4 reprise au I.f de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT en précisant que conformément à son arrêté préfectoral du 15/11/2004 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le site dispose d'une zone de chargement /déchargement sur rétention (article 9.4.3).</li> <li>- Les cuves, fosses et zones de stockage de déchets sont clairement identifiées (article 2.4.6).</li> <li>- L'ensemble des déchets sont stockés dans le bâtiment d'exploitation. Le bâtiment est sur rétention totale (article 9.4.3).</li> </ul> <p>La visite du site a permis de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la zone de déchargement sur rétention (fosses 1, 2 et 3). (La zone de chargement n'a pas été regardée) ;</li> <li>• les cuves 1 à 16, fosses 1 à 3, zones de stockage DIS 1 à 4, la zone de stockage des déchets récupérés par le dégrilleur lors du dépotage en fosse, implantées dans le bâtiment d'exploitation sont identifiées par leur numéro ou leur contenu. Une benne n'était pas identifiée lors de la visite du 30 juin. Cette benne a été identifiée sur le plan transmis par mail du 18 juillet sur demande de l'inspection. Trois zones d'entreposage de fûts (3 entreposages par lot de 6 fûts sur palettes, elles-mêmes sur rétention) et un entreposage d'un GRV également sur palette, elle même sur rétention, étaient présents dans le bâtiment d'exploitation (partie réception) mais n'étaient pas identifiés au moyen d'un affichage dédié au sein du bâtiment ni sur le plan du site versé au dossier de réexamen. Une benne numérotée 3 étaient présente dans la partie réception du bâtiment d'exploitation sans être identifiée sur le plan du site versé au dossier de réexamen.</li> <li>• le mode de réception des déchets dangereux (dépotage en Fosse 1 ou 2 dans le bâtiment d'exploitation), puis leur traitement dans le même bâtiment. - les points de collecte vers la rétention du bâtiment. Le volume de rétention indiqué dans le dossier de réexamen (120 m<sup>3</sup>), le plan versé au rapport de base (344 m<sup>3</sup>) ainsi que le plan affiché dans le bureau de réception de la plateforme (335 m<sup>3</sup>) ne sont pas cohérents sur les capacités de rétention du bâtiment.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Observation PC7O1 :</b> L'exploitant veillera à identifier clairement les zones d'entreposage suivantes et, le cas échéant, mettra à jour le plan du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la benne de stockage de boues liquides pour l'alimentation de la centrifugeuse dans le bâtiment exploitation (identifié sur le plan transmis par mail du 18/07/23).</li> <li>- les trois zones d'entreposage de fûts sur rétention, ainsi que la zone d'entreposage de GRV sur rétention, et la benne numérotée 3 situées dans la partie réception du bâtiment.</li> </ul>

<b>Observation PC7O2 :</b> L'exploitant vérifiera le volume de rétention du bâtiment d'exploitation effectivement disponible et mettra à jour son plan du site en conséquence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 8 :</b> MTD Générique
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone séparée stockage et manutention DD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur le d) de la MTD4 reprise au I.g de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT en précisant que des zones de stockage sont réservées pour les déchets dangereux en fûts en renvoyant vers le plan du site versé au dossier de réexamen.</p> <p>La visite du site le 30 juin a permis de constater la présence de 4 zones d'entreposage de déchets dangereux conditionnés, zones DIS 1 à 4 (GRV sur palettes posée sur une rétention pérenne sur toute la surface des 4 zones) dans le bâtiment d'exploitation en cohérence avec le plan du site versé au dossier de réexamen.</p> <p>Lors de la visite du 30 juin, 3 zones d'entreposage de fûts (3 entreposages par lot de 6 fûts sur palettes, elles-mêmes sur rétention) et un entreposage d'un GRV également sur palette, elle même sur rétention, étaient présents dans le bâtiment d'exploitation (partie réception) mais n'étaient pas identifiés au moyen d'un affichage dédié au sein du bâtiment ni sur le plan du site versé au dossier de réexamen.</p>
<p><b>Observations :</b> <b>Observation PC8O1 :</b> L'exploitant veillera à mettre à jour son inventaire des flux d'effluents ainsi que le plan du site en adéquation avec les capacités maximales d'entreposage autorisées. Des affichage permettant de recouper les entreposages avec le plan du site seront mis en place dans la zone de réception du bâtiment d'exploitation (mur opposé au mur le long duquel sont entreposés les déchets dangereux emballés – zones DIS 1 à 4).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 9 : MTD Générique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses</li> <li>b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité</li> <li>c) Prévention de la corrosion</li> <li>d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses</li> <li>e) Humidification</li> <li>f) Maintenance</li> <li>g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets</li> <li>h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen (DR) sur la MTD14 reprise au VI de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT en précisant les informations suivantes pour chaque techniques de réduction listées par la MTD :</p> <p><b>a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses</b> DR : <i>Des tuyauteries de captation permettent de collecter les événements (susceptibles de contenir des composés odorants) directement à l'intérieur des cuves de stockage et les envoyer vers le bac à tourbe pour traitement.</i> L'exploitant ajoute en séance le 30 juin qu'à la réception si un flux est trop odorant, il est refusé (le niveau d'odeur fait partie des critères d'acceptation contrôlés à la réception (cf PC3). L'exploitant ajoute que la benne à tourbe est un équipement présent depuis l'origine du site. La question de la pertinence du maintien de cet équipement compte tenu de son efficacité se pose (suppression ou réfection).</p> <p><b>b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité</b> DR : <i>La conception de l'installation a été réalisée de façon à utiliser le moins de tuyauterie possible. Les vannes (de marque GEMU) sont compatibles avec les déchets réceptionnés (vannes papillon ou à boisseau sphérique).</i> <i>L'ensemble de ces équipements a été installé par des professionnels qualifiés et dans les règles de l'art.</i> L'exploitant précise que pour les activités de traitement du site une vanne de type simple boisseau se grippe vite.</p> <p><b>c) Prévention de la corrosion</b> DR : <i>L'ensemble des cuves et des tuyauteries est en acier inoxydable. Quelques flexibles pétroliers sont utilisés pour certains raccordements benne/cuve.</i> L'exploitant ajoute que les flexibles employés sont compatibles au transport de matière dangereuses par route).</p> <p><b>d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses</b> DR : <i>Le stockage et la manutention des déchets est réalisé dans un bâtiment.</i> <i>L'air ambiant du bâtiment est traité par une tourelle de filtration.</i></p>



*Les événements des cuves de stockage sont collectés et traités dans un bac à tourbe.*

La visite du bâtiment d'exploitation a permis de constater le réseau de captation de l'air (réseau d'extraction vers la tourelle en toiture et le réseau d'extraction par gaine directe sur les points d'émission vers la benne à tourbe).

La benne à tourbe (positionnée à l'arrière du bâtiment n'a pas été visitée).

**e) Humidification**

DR : *Non applicable – Compte tenu du type de déchets traités sur le site (déchets aqueux et pâteux) et des prétraitements réalisés (séparation triphasique gravitaire et centrifugation), l'installation est peu susceptible d'émettre des poussières.*

**f) Maintenance**

DR : *Une maintenance et un entretien préventif réguliers sont mis en place sur le site. Les capacités de stockage, de traitement ainsi que les canalisations sont aériennes ou en fosse, donc facilement accessibles.*

L'exploitant précise que le site n'a pas mis en place de plan de maintenance tracé et qu'un service technique est en place depuis un an.

L'exploitant ajoute qu'un nouvel outil de suivi dématérialisé de suivi qualité est en cours de déploiement (Memory Flow). La traçabilité des opérations de maintenance inexistantes au jour de l'inspection pourra être suivie par cet outil qui a notamment vocation à tracer les VGP (Visites Générales Périodiques). Voir Observation PC9O1.

**g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets**

DR : *Les sols du bâtiment d'exploitation sont régulièrement nettoyés.*

Le jour de l'inspection le sol du bâtiment d'exploitation n'était pas dans un état de propreté satisfaisant (voir Observation PC9O2).

**h) Programme de détection et réparation des fuites (lorsque des émissions de composés organiques sont prévisibles) :**

DR : *Les émissions de COV sont faibles compte tenu du type de déchets réceptionnés sur le site. Il n'est donc pas nécessaire de mettre en place un programme de ce type sur le site.*

**Observations :**

**Observation PC9O1 :** L'exploitant rendra compte de l'organisation retenue afin d'assurer la traçabilité des opérations de maintenance des équipements du site.

**Observation PC9O2 :** Le jour de l'inspection le sol du bâtiment d'exploitation n'était pas dans un état de propreté satisfaisant. Il convient que l'exploitant y remédie et assure la traçabilité des opérations de nettoyage des sols du bâtiment.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>N° 10 : MTD Générique</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Optimisation de la consommation d'eau</li> <li>b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites</li> <li>c) Séparation des flux d'eaux</li> <li>d) Remise en circulation de l'eau</li> <li>e) Surface imperméable</li> <li>f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs</li> <li>g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets</li> <li>h) Infrastructure de drainage appropriée</li> <li>i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen (DR) sur la MTD19 reprise au VII de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT en précisant les informations suivantes pour chaque techniques de réduction listées par la MTD :</p> <p><b>a) Optimisation de la consommation d'eau</b></p> <p>DR : <i>Les eaux pluviales des toitures Nord du bâtiment sont collectées dans 3 citernes et sont utilisées pour l'hydrocurage et le nettoyage des camions, ainsi que pour le lavage des sols du bâtiment.</i></p> <p><b>b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites</b></p> <p>DR : <i>Conformément à l'arrêté préfectoral du 15/11/2004 (articles 9.1 et 9.3) : Les canalisations véhiculant des déchets dangereux sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles contiennent. Les tuyauteries véhiculant les déchets sont aériennes. Elles font l'objet de contrôles périodiques.</i></p> <p><i>Les cuves de stockage sont étanches. L'examen de l'intérieur des capacités de stockage est réalisé lors des curages et arrêts techniques.</i></p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant précise que la traçabilité des contrôles périodiques sur tuyauteries véhiculant les déchets sera assuré par l'outil dématérialisé Memory Flow. La petite maintenance (usage d'hydrocureur pour déboucher des canalisations, changement de joint, changement de vanne) est réalisée en interne. Les plus grosses interventions sont confiées à un prestataire. Voir Observation PC9O1.</p> <p><b>c) Séparation des flux d'eaux</b></p> <p>DR : <i>Sur le site, les eaux non polluées sont séparées des eaux susceptibles d'être polluées, conformément à l'arrêté préfectoral du 15/11/2004 (article 10.1). Les eaux de lavage des cuves ainsi que les eaux de lavage des sols et des camions sont récupérées dans les cuves de stockage et envoyés vers des filières d'élimination ou de valorisation.</i></p> <p><i>Les eaux pluviales des toitures Nord sont collectées dans des 3 citernes. Le trop plein se rejette dans le réseau d'eaux pluviales des toitures Sud et de voiries. Les effluents aqueux domestiques sont collectés à part.</i></p> <p><b>d) Remise en circulation de l'eau</b></p>

DR : Dans le process de centrifugation, de l'eau de ville ( bientôt remplacée par l'eau issue de la centrifugation) est utilisée pour faire le mélange avec le floculant et pour amorcer les pompes. Il n'y a pas de remise en circulation de l'eau (le process fonctionne en eau perdue).

Le jour de l'inspection l'exploitant confirme la faisabilité et l'intérêt technique et économique du remplacement de l'eau de ville par de l'eau issue de la centrifugation pour la préparation de floculant. Une pompe pour injecter l'eau de centrifugation dans la préparation de floculant a été acquise. Il reste à la mettre en service (échéance de mise en service prévue fin 2023).

**e) Surface imperméable**

DR : L'ensemble des surfaces de dépotage, stockage et manutention des déchets est imperméabilisé.  
Constaté en visite

**f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs**

DR : Conformément à son arrêté préfectoral du 15/11/2004 (articles 2.4.6 et 9.4) : Toutes les cuves contenant des liquides sont équipées d'une sonde de niveau. Toutes les cuves sont reliées au skid de vannes. Les cuves sont situées dans le bâtiment qui est entièrement sur rétention. Les fosses sont maçonnées et étanchéifiées.

Constaté en visite, à l'exception du contrôle par sonde de toutes les cuves contenant des liquides (voir Observation PC6O2 et Observation PC6O3)

**g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets**

DR : Les déchets sont déchargés et stockés à l'intérieur du bâtiment.  
Constaté en visite.

**h) Infrastructure de drainage appropriée**

DR : Les eaux de lavage des cuves ainsi que les eaux de lavage des sols et des camions sont récupérées dans les cuves de stockage et envoyés vers des filières d'élimination ou de valorisation.

**i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement**

DR : Conformément à l'arrêté préfectoral du 15/11/2004 (article 10.2) : En cas d'incendie sur le site, les eaux d'extinction seraient confinées dans la rétention du 15/11/2004 (article 10.2) :

En cas d'incendie sur le site, les eaux d'extinction seraient confinées dans la rétention du bâtiment (capacité de 120 m<sup>3</sup> et potentiellement dans les 3 fosses (110 m<sup>3</sup> au total).

Voir Observation PC7O2

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>N° 11 : MTD Traitement Physico-chimique</b>																																																				
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4																																																				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement Physico-chimique																																																				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																																																				
<b>Prescription contrôlée :</b>																																																				
<p style="text-align: center;"><b>IX. – Valeurs limites d’émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets</b></p> <p><b>Effluents gazeux :</b></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Traitement</th><th>Paramètre</th><th>Valeur limite</th><th>Fréquence de surveillance</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="3">Traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux</td><td>Poussières</td><td>5 mg/Nm³</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td>NH<sub>3</sub> (1)</td><td>/</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td>COVT (1)</td><td>/</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td>Reraffinage des huiles usagées</td><td rowspan="3">COVT</td><td rowspan="3">30 mg/Nm³ (3)</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td>Traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td>Régénération des solvants usés</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td rowspan="4">Traitement thermique du charbon actif usagé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées</td><td>Poussières</td><td>/</td><td>semestriel</td></tr> <tr> <td>HCl (1)</td><td>/</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td>HF (1)</td><td>/</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td>COVT</td><td>/</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td rowspan="2">Lavage à l'eau des terres excavées polluées</td><td>Poussières</td><td>/</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td>COVT</td><td>/</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td rowspan="2">Décontamination des équipements contenant des PCB</td><td>PCB de type dioxine</td><td>/</td><td>trimestrielle</td></tr> <tr> <td>COVT (2)</td><td>/</td><td>trimestrielle</td></tr> </tbody> </table> <p>(1) La surveillance ne s’applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d’effluents gazeux d’après l’inventaire décrit au III de l’annexe 2.</p> <p>(2) La surveillance ne s’applique que lorsque du solvant est utilisé pour nettoyer les équipements contaminés.</p> <p>(3) La valeur limite ne s’applique pas lorsque le flux est inférieur à 2 kg/h au point d’émission, à condition qu’aucune substance CMR ne soit pertinente pour le flux d’effluents gazeux, d’après l’inventaire décrit au III de l’annexe 2.</p>				Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance	Traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux	Poussières	5 mg/Nm³	semestrielle	NH <sub>3</sub> (1)	/	semestrielle	COVT (1)	/	semestrielle	Reraffinage des huiles usagées	COVT	30 mg/Nm³ (3)	semestrielle	Traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique	semestrielle	Régénération des solvants usés	semestrielle	Traitement thermique du charbon actif usagé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	Poussières	/	semestriel	HCl (1)	/	semestrielle	HF (1)	/	semestrielle	COVT	/	semestrielle	Lavage à l'eau des terres excavées polluées	Poussières	/	semestrielle	COVT	/	semestrielle	Décontamination des équipements contenant des PCB	PCB de type dioxine	/	trimestrielle	COVT (2)	/	trimestrielle
Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance																																																	
Traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux	Poussières	5 mg/Nm³	semestrielle																																																	
	NH <sub>3</sub> (1)	/	semestrielle																																																	
	COVT (1)	/	semestrielle																																																	
Reraffinage des huiles usagées	COVT	30 mg/Nm³ (3)	semestrielle																																																	
Traitement physicochimique des déchets à valeur calorifique			semestrielle																																																	
Régénération des solvants usés			semestrielle																																																	
Traitement thermique du charbon actif usagé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	Poussières	/	semestriel																																																	
	HCl (1)	/	semestrielle																																																	
	HF (1)	/	semestrielle																																																	
	COVT	/	semestrielle																																																	
Lavage à l'eau des terres excavées polluées	Poussières	/	semestrielle																																																	
	COVT	/	semestrielle																																																	
Décontamination des équipements contenant des PCB	PCB de type dioxine	/	trimestrielle																																																	
	COVT (2)	/	trimestrielle																																																	
<b>Constats :</b>																																																				
<b>Cas des effluents gazeux :</b>																																																				
<p>L’exploitant s’est positionné dans son dossier de réexamen (DR) sur les MTD8 et 41 reprise au VII de l’annexe 3.1 de l’AM MTD WT en précisant que l’installation dispose d’un rejet canalisé constitué par la tourelle de filtration permettant de traiter l’air du bâtiment.</p> <p>Ce rejet ne fait pas l’objet d’une surveillance au motif qu’aucun suivi des rejets atmosphériques n’est prévu par l’arrêté préfectoral du 15/11/2004.</p> <p>Dans le cadre de l’application de cette MTD8, l’exploitant s’est engagé dans son dossier de réexamen à mettre en place une surveillance semestrielle des paramètres suivants : NH<sub>3</sub>, COVT, H<sub>2</sub>S.</p> <p>Le positionnement de l’exploitant en réponse à la MTD41 précise que l’installation dispose d’un rejet canalisé constitué par la tourelle de filtration permettant de traiter l’air du bâtiment pouvant</p>																																																				

contenir des composés odorants, de type NH<sub>3</sub>, H<sub>2</sub>S, COV, et que le pré-traitement physico-chimique des déchets pâteux employé sur l'installation n'est pas susceptible d'émettre des poussières.

Le jour de l'inspection l'exploitant a corrigé cette information (non pertinence du paramètre poussière). Cela a pu être constaté avec l'ajout de la surveillance semestrielle du paramètre poussière constaté dans les résultats des campagnes de surveillance effectuées en décembre 2022 sur la tourelle.

En réponse à la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des deux dernières campagnes de surveillance des effluents gazeux (campagnes du 16/11/2021, puis du 19/12/2022) : Les deux campagnes ont porté sur la tourelle de captation positionnée en toiture.

La campagne de novembre 2021 comporte pour ce point de rejets la mesure du paramètre COV uniquement.

La campagne de décembre 2022 comporte pour ce point de rejets la mesure des paramètres suivants : H<sub>2</sub>S, HCL, NH<sub>3</sub>, COVT et poussières.

Les résultats des mesures sur les paramètres COVT et poussières sont inférieurs aux valeurs limites prescrites par l'AM MTD WT.

L'exploitant a précisé dans sa présentation actualisée transmise par courriel du 18/07/2023 la planification de la prochaine campagne de surveillance des effluents gazeux au 1<sup>er</sup> août 2023.

Les paramètres COV et poussières sont soumis à une fréquence de mesure semestrielle en application du IX de l'annexe 3.4 de l'AM MTD WT (Voir observation PC1101).

#### **Cas des effluents aqueux :**

L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur la MTD3 reprise au III de l'annexe 2 de l'AM MTD WT en précisant que les déchets aqueux générés par les process de pré-traitement sont envoyés vers des filières d'élimination ou de valorisation.

Les eaux de lavage des sols et des véhicules sont récupérées dans les cuves de stockage et envoyées vers des filières d'élimination ou de valorisation.

Il n'y a donc pas d'effluents aqueux issus des opérations de pré-traitement des déchets qui sont envoyés vers le milieu naturel.

En réponse à la demande de l'inspection le 30 juin 2023, l'exploitant a transmis son inventaire des flux d'effluents complété selon les attendus du III de l'annexe 2 de l'AM MTD WT par mail du 18 juillet 2023.

Pour ce qui concerne les effluents aqueux, cet inventaire précise :

Le principe de collecte des eaux est celui en mode séparatif jusqu'en limites de propriété. Il y a deux points de rejets (usées et pluviales).

Les mesures prises afin d'éviter toute pollution par les eaux sont :

- Eaux domestiques : ces rejets d'eaux usées domestiques ne présentent pas une pollution industrielle et sont rejetées directement dans le réseau urbain.

- Eaux usées : les eaux de ruissellement au niveau du bâtiment (lavage sol) sont collectées dans une fosse étanche de 5 m<sup>3</sup> (Citerne 6) et elles sont traitées pendant les opérations de centrifugation

- Eaux pluviales des toitures et des surfaces imperméabilisées : le réseau d'eaux pluviales rejoint le réseau collectif par l'intermédiaire d'un dispositif débourbeur/séparateur à hydrocarbures limitant la concentration à 5 mg/l, permettant de piéger les éventuelles égouttures tombées au sol et entraînées par les eaux de pluie.

Cet inventaire conclut que le process ne produit donc pas d'eaux résiduelles.

L'inventaire ajoute l'argument que les eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées, ne sont pas des eaux de ruissellement des zones d'activité 3510 et 3550 (donc non susceptibles d'être polluées par les activités 3510 et 3550).

En tout état de cause, les derniers résultats d'analyse des eaux pluviales (26/05/2021) ne mettent pas en évidence de dépassement des VL du IX de l'annexe 3.4 relatif au traitement physico-chimique des déchets solides ou pâteux.

L'exploitant a précisé par courriel la planification de la prochaine campagne d'analyse des eaux pluviales pendant l'été 2023

**Observations :**

**Observation PC11O1 :** L'exploitant veillera à respecter la fréquence semestrielle de surveillance des rejets gazeux conformément aux dispositions du IX de l'annexe 3.4 de l'AM MTD WT. A réception il transmettra à l'inspection les résultats de la campagne de mesure réalisées le 1<sup>er</sup> août 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>N° 12 : MTD Traitement de déchets liquides</b>														
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 3.5														
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement de déchets liquides														
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet														
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p style="text-align: center;"><b>III. – Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement de déchets liquides aqueux</b></p> <p>Effluents gazeux :</p> <p>Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2, les effluents gazeux respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Valeur limite</th><th>Fréquence de surveillance</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>HCl</td><td>5 mg/Nm<sup>3</sup></td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td>NH<sub>3</sub></td><td>/</td><td>semestrielle</td></tr> <tr> <td>COVT</td><td>20 mg/Nm<sup>3</sup> ou 45 mg/Nm<sup>3</sup> lorsque le flux est inférieur à 0,5 kg/h au point d'émission</td><td>semestrielle</td></tr> </tbody> </table>			Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance	HCl	5 mg/Nm <sup>3</sup>	semestrielle	NH <sub>3</sub>	/	semestrielle	COVT	20 mg/Nm <sup>3</sup> ou 45 mg/Nm <sup>3</sup> lorsque le flux est inférieur à 0,5 kg/h au point d'émission	semestrielle
Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance												
HCl	5 mg/Nm <sup>3</sup>	semestrielle												
NH <sub>3</sub>	/	semestrielle												
COVT	20 mg/Nm <sup>3</sup> ou 45 mg/Nm <sup>3</sup> lorsque le flux est inférieur à 0,5 kg/h au point d'émission	semestrielle												
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Cas des effluents gazeux :</b></p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur les MTD8 et 53 reprises au VII de l'annexe 3.1 de l'AM MTD WT en précisant que</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour ce qui concerne la MTD8, l'installation dispose d'un rejet canalisé constitué par la tourelle de filtration permettant de traiter l'air du bâtiment.</li> </ul> <p>Ce rejet ne fait pas l'objet d'une surveillance au motif qu'aucun suivi des rejets atmosphériques n'est prévu par l'arrêté préfectoral du 15/11/2004.</p> <p>Dans le cadre de l'application de cette MTD, l'exploitant s'est engagé dans son dossier de réexamen à mettre en place une surveillance semestrielle des paramètres suivants : NH<sub>3</sub>, COVT, H<sub>2</sub>S.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour ce qui concerne la MTD53, la technique retenue pour réduire les émissions est celle par "biofiltre" car elle correspond mieux aux polluants susceptibles d'être émis par l'installation à savoir des composés organiques odorants (NH<sub>3</sub> et H<sub>2</sub>S). Les événements des cuves de stockage sont traités dans un bac à tourbe. L'installation dispose également d'un rejet canalisé constitué par la tourelle de filtration permettant de traiter l'air du bâtiment pouvant contenir des composés odorants, de type NH<sub>3</sub>, H<sub>2</sub>S, COV. L'exploitant précise dans son dossier de réexamen que le pré-traitement des déchets liquides aqueux employé sur l'installation n'est pas susceptible d'émettre du chlorure d'hydrogène (HCl).</li> </ul> <p>Le jour de l'inspection l'exploitant a corrigé cette information (non pertinence du paramètre HCl). Cela a pu être constaté avec l'ajout de la surveillance semestrielle du paramètre HCl constaté dans les résultats de la campagne de surveillance effectuée en novembre 2021 sur la benne à tourbe puis en décembre 2022 sur la benne à tourbet et la tourelle.</p> <p>Sur demande l'exploitant a présenté les résultats des deux dernières campagnes de surveillance des effluents gazeux (campagnes du 16/11/2021, puis du 19/12/2022) :</p> <p>Les deux campagnes ont porté sur la tourelle de captation positionnée en toiture et sur la benne à tourbe.</p>														

<p>La campagne de novembre 2021 comporte, pour la benne à tourbe, la mesure des paramètres suivants : H<sub>2</sub>S, HCl, NH<sub>3</sub>, COVT et poussières ; et uniquement la mesure du paramètre COV pour la tourelle en toiture du bâtiment d'exploitation.</p> <p>La campagne de décembre 2022 comporte pour ces deux points de rejets la mesure des paramètres suivants : H<sub>2</sub>S, HCL, NH<sub>3</sub>, COVT et poussières .</p> <p>Les résultats des mesures sur les paramètres COVT et poussières sont inférieurs aux valeurs limites prescrites par l'AM MTD WT.</p> <p>L'exploitant a précisé dans sa présentation actualisée transmise par courriel du 18/07/2023 la planification de la prochaine campagne de surveillance des effluents gazeux au 1er août 2023.</p> <p>Les paramètres COV et poussières sont soumis à une fréquence de mesure semestrielle en application du III de l'annexe 3.5 de l'AM MTD WT (Voir Observation PC12O1).</p> <p><b>Cas des effluents aqueux :</b></p> <p>L'exploitant s'est positionné dans son dossier de réexamen sur la MTD3 reprise au III de l'annexe 2 de l'AM MTD WT en précisant que les déchets aqueux générés par les process de pré-traitement sont envoyés vers des filières d'élimination ou de valorisation.</p> <p>Les eaux de lavage des sols et des véhicules sont récupérées dans les cuves de stockage et envoyés vers des filières d'élimination ou de valorisation.</p> <p>Il n'y a donc pas d'effluents aqueux issus des opérations de pré-traitement des déchets qui sont envoyés vers le milieu naturel.</p>
<p><b>Observations</b></p> <p><b>Observation PC12O1 :</b> L'exploitant veillera à respecter la fréquence semestrielle de surveillance des rejets gazeux conformément aux disposition du III de l'annexe 3.5 de l'AM MTD WT</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



N° 13 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-45

Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets - Utilisation de Trackdéchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi Antigaspillage) renforce la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments avec la mise en place d'un registre national électronique renseigné par divers professionnels. Elle dématématise également les bordereaux de suivis de déchets (BSD) utilisés au format papier auparavant, via l'outil appelé Trackdéchets.

Si les dispositions réglementaires d'application de cette loi devaient entrer en vigueur initialement le 1er janvier 2022, une période de tolérance a été accordée aux personnes devant utiliser des BSD électroniques pour assurer la traçabilité des déchets dangereux (et/ou polluants organiques persistants POP) sur Trackdéchets qui s'est achevée le 30 juin 2022.

Le présent point de contrôle est inscrit dans le cadre d'une action nationale 2023 visant à vérifier préalablement à l'inspection que les acteurs concernés utilisent bien Trackdéchets pour la traçabilité des déchets dangereux.

Le contrôle consiste à vérifier la présence de l'établissement SODI-OSIS (SIRET 34182094200223) dans la base de données de déclarants concernés par les déchets dangereux.

Ce contrôle a été réalisé par le biais de la recherche par numéro SIRET, et de l'extraction, d'une fiche de synthèse des BSDD reçus et émis par l'installation dite « fiche d'inspection » synthétisant les données relatives à la traçabilité des déchets dangereux du site sur 12 mois glissant. Cette fiche peut permettre d'identifier des anomalies en terme de tonnage notamment.

Cette fiche a été éditée le 29 juin, confirmant l'existence de cet établissement sur Trackdéchets, et couvre donc la période du 29 juin 2022 au 29 juin 2023.

De cette fiche, il ressort une anomalie sur un bordereau électronique (BSDD n° BSD-20220705-4JW9NZJC5 émis le 08/07/2022 pour une quantité de 29 440 t) :

Type de bordereau	Numéro de bordereau	SIRET de l'émetteur	SIRET du destinataire	Date de l'envoi	Date de la réception	Code déchet	Nom du déchet	Quantité (t)
BSDD	BSD-20220705-4JW9NZJC5	34182094200223	43350398400059	08/07/2022 11:45	N/A	13 05 07*	EAUX SOUILLEES	29 440

A la suite de cette information le jour de l'insepection, l'exploitant a annoncé par mail du 30 juin avoir effectué la demande de révision pour la quantité aberrante relevée sur l'expédition par le centre receveur. L'exploitant a demandé au destinataire de corriger la quantité réceptionnée chez eux également de leur côté (Le poids renseigné est en kilogramme au lieu de tonne).

L'exploitant ayant porté à la connaissance de l'inspection le jour de l'insepection le changement de raison sociale et de numéro SIRET en avril 2023, un second contrôle a consisté à vérifier la

présence de l'établissement SODI (SIRET 33120439600302) dans la base de données de déclarants concernés par les déchets dangereux.

Cette fiche a été éditée le 30 juin, confirmant l'existence de cet établissement sur Trackdéchets, et couvre donc la période du 30 juin 2022 au 30 juin 2023, et ne mets pas en évidence d'anomalie sur des bordereau associés à des quantités aberrantes.

Sur cette période, les émissions et réception de BSDD interviennent à partir du mois d'avril 2023 sur la fiche relative à l'établissement SODI (cohérent avec la date de création), tandis que la fiche relative à l'établissement SODI-OSIS montre une nette régression à partir d'avril 2023 (2 BSDD résiduels en avril et juin 2023).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet